

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 DÉCEMBRE 2025

ADOPTION DU BUDGET 2026

TABLE DES MATIÈRES

	1. OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE ET PRÉSENCES.....	3234
2025 12 200	2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 DÉCEMBRE 2025	3234
	3. PRÉSENTATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DU BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025.....	3235
	4. PRÉSENCES ET PÉRIODES DE QUESTIONS.....	3235
2025 12 201	5. ADOPTION DE LA RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX.....	3235
2025 12 226	6. ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2026.....	3235
2025 12 227	7. AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DU RÈGLEMENT 271-2026 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAXES ET TARIFS MUNICIPAUX DE L'EXERCICE FINANCIER 2025.....	3236
2025 12 228	8. ADOPTION DU PROGRAMME D'IMMOBILISATION POUR 2026.....	3244
2025 12 229	9. LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE.....	3244

PROVINCE DE QUÉBEC

Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil municipal du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton, tenue à l'hôtel de ville, 1439 chemin Favreau, le 8 décembre 2025, à 19h, présidé par Monsieur le Maire Bernard Marion, et à laquelle assistaient les conseillers.

Madame Nicole Isabelle
Madame Carol-Anne Côté
Madame Lyssa Paquette

Monsieur Yvon Desrosiers (absent)
Monsieur Anthony Masson
Monsieur Réjean Masson

Formant le quorum du Conseil municipal sous la présidence du maire.

Madame Brigitte Desruisseaux, directrice générale et greffière-trésorière de la municipalité, agit à titre de secrétaire d'assemblée.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE ET PRÉSENCES

2025 12 200 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 DÉCEMBRE 2025

1. Ouverture de la séance extraordinaire
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 8 décembre 2025
3. Présentation par monsieur le maire du budget pour l'exercice financier 2026
4. Présences et période de questions
5. Adoption de la rémunération des employés municipaux
6. Adoption des prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2026
7. Avis de motion et présentation du projet du règlement 271-2026 de taxation et tarification pour l'exercice financier 2026
7. Adoption du programme d'immobilisation pour 2026
8. Levée de la séance extraordinaire

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Nicole Isabelle ;
APPUYÉ par monsieur le conseiller Réjean Masson ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

QUE l'ordre du jour soit de la séance extraordinaire du 8 décembre 2025 concernant l'adoption du budget 2026 soit adopté tel que lu et rédigé.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

3. PRÉSENTATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DU BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025

Résumé budget 2026

**Budget
2026**

01	REVENUS	
TAXES ET TARIFICATION		1 223 620 \$
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		6 400 \$
SERVICES RENDUS		36 015 \$
IMPOSITION DE DROITS		8 200 \$
INTÉRÊTS DIVERS		12 500 \$
ENTRETIEN DES CHEMINS MUNICIPAUX		352 861 \$
DOTATION SPÉCIALE / CRÉATION D'EMPLOI		51 269 \$
TOTAL DES REVENUS		1 690 865 \$
02	CHARGES	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE		378 469 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE		151 461 \$
TRANSPORTS (voirie)		698 475 \$
HYGIÈNE DU MILIEU		211 127 \$
SANTÉ BIEN-ÊTRE		3 057 \$
AMÉNAGEMENT		72 602 \$
LOISIRS ET CULTURE		137 245 \$
FRAIS DE FINANCEMENT		38 429 \$
TOTAL DES CHARGES		1 690 865 \$
BUDGET ÉQUILIBRÉ		0 \$

4. PRÉSENCES ET PÉRIODES DE QUESTIONS

Personnes présentes :

2025 12 201

5. ADOPTION DE LA RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT que la rémunération des employés municipaux doit d'être adopter avant celle du budget;

CONSIDÉRANT que la rémunération des employés municipaux a été présentée lors d'une séance de travail pour préparer l'adoption du budget ;

CONSIDÉRANT que la rémunération des employés municipaux est indexée à compter du 1^{er} janvier de chaque année comme prévu à l'article 5 des conventions de travail.

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Carol-Anne Côté ;
APPUYÉ par madame la conseillère Lyssa Paquette ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents

D'adopter la rémunération des employés municipaux tel que prévu à l'article 5 des conventions de travail des employés municipaux

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2025 12 226

5. ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2026

CONSIDÉRANT que les prévisions budgétaires 2026 de la Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton sont annexées à la présente résolution pour l'exercice financier 2026 ;

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Réjean Masson ;
APPUYÉ par monsieur le conseiller Anthony Masson ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents :

D'adopter les prévisions budgétaires 2026 de la Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, conformément à l'article 954 du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. c-27,1), lequel prévoit des revenus et des dépenses de 1 690 865 \$;

De publier et diffuser par l'entremise du journal Le Survol le document explicatif de ce budget sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2025 12 227 6. AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DU RÈGLEMENT 271-2026 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAXES ET TARIFS MUNICIPAUX DE L'EXERCICE FINANCIER 2025

Avis de motion est donné par madame la conseillère Nicole Isabelle que le règlement 271-2026 concernant la taxation foncière et la tarification des services pour l'année 2026 sera présenté pour adoption lors d'une séance subséquente de ce conseil ;

Le Code municipal prévoit à l'article 445 que tout règlement doit être précédé de la présentation d'un projet de règlement lors d'une séance du conseil ;

Tout projet de règlement peut être modifié après sa présentation au conseil sans qu'il soit nécessaire de le présenter à nouveau.

Le règlement se lit comme suit :

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE COATICOOK
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SAINTE-EDWIDGE-DE-CLIFTON**

**Règlement 271-2026 décrétant l'imposition
des taxes et tarifs municipaux pour
l'exercice financier 2026**

ATTENDU que la Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton a adopté son budget municipal pour l'exercice financier 2026, lequel prévoit des revenus et des dépenses de **1 690 865 \$** ;

ATTENDU que selon l'article 988 du *Code municipal du Québec*, toute taxe doit être imposée par règlement ;

ATTENDU que selon l'article 244.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une municipalité peut prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification et de la même façon, prévoir qu'est financée toute ou partie d'une quote-part ou contribution dont elle est débitrice pour un bien, un service ou une activité d'une autre municipalité ou d'une régie intermunicipale ;

ATTENDU que selon l'article 981 du *Code municipal du Québec*, une municipalité peut établir le taux d'intérêt applicable aux taxes dont le paiement n'est pas effectué à temps ;

ATTENDU que selon l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une municipalité locale peut établir le nombre de versements, la date des versements, ainsi que les modalités relatives aux versements échus de la taxe foncière et des tarifs ;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance extraordinaire du 8 décembre 2025 de ce conseil ;

ATTENDU QU'un projet du présent règlement a été présenté à la séance extraordinaire du 8 décembre 2025 de ce conseil ;

En conséquence le conseil décrète ce qui suit :

Article 1. PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 2. TITRE

Le présent règlement porte le titre de « *Règlement 271-2026 décrétant l'imposition des taxes et les tarifs pour l'exercice financier 2026* ».

Article 3. ANNÉE D'APPLICATION

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2026.

Article 4. TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Une taxe foncière générale au taux ci-après déterminé est imposée et sera prélevée pour l'exercice financier 2026 sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité selon leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Le taux général de base est fixé à **0,57 \$** cent par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Article 5. REMBOURSEMENT DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT 319.2-2018

Pour pourvoir aux dépenses relatives au remboursement de l'emprunt à même le surplus non affecté et intérêt non remboursé du PIQM \$ pour l'année 2026.

Pour pourvoir au remboursement en capital et intérêts relatifs aux travaux de réfection du chemin Tremblay par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'aqueduc, d'égout et de l'épuration des eaux usées de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **252 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	1

Article 6. TARIF POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'aqueduc dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'aqueduc de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **540 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	0,5

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte une piscine, la valeur attribuée à l'unité d'évaluation est augmentée de 0,5 unité. (270\$ de plus sur le compte de taxes)

Le dépanneur, les garages commerciaux les fermes et boucherie ainsi que le souffleur de verre sont pourvus d'un compteur.

Le tarif du service d'aqueduc pour les immeubles desservis et pourvus d'un compteur d'eau est le suivant :

- **450 \$** par unité, jusqu'à concurrence d'une consommation annuelle de 200 m³ (44 000 gallons impériaux) d'eau consommée durant la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.
- pour toute consommation d'eau excédentaire durant la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, le taux s'établit comme suit :
- 2.00 \$ par m³ d'eau consommée. La consommation est mesurée à l'aide de deux lectures de compteur, soit celle de décembre 2026 par rapport à celle de décembre 2024 ; la consommation est égale à la consommation indiquée au compteur par la lecture du mois de décembre 2026, moins la consommation montrée au compteur par la lecture du mois de décembre 2025.

Une unité résidentielle ou une unité commerciale qui n'est pas desservie par le service d'aqueduc de la Municipalité, mais qui est susceptible d'être desservie est assujettie à la compensation exigée en vertu des deux premiers alinéas.

Article 7. TARIF POUR LE SERVICE DES ÉGOUTS

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service des égouts dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est

desservi par le service des égouts de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **55 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	0,5

Article 8. TARIF POUR LE SERVICE D'ÉPURATION DES EAUX USÉES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'épuration des eaux usées dispensé par la Municipalité, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi par le service d'épuration des eaux usées de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à chaque unité desservie que comporte un immeuble et en multipliant la somme ainsi obtenue par **325 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1
Unité industrielle	1
Unité institutionnelle	1
Unité autre	1
Chalet	0,5

Règles d'interprétation aux fins des articles 5 à 8

Aux fins d'interpréter les articles 6 à 9, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsque dans la résidence d'une unité résidentielle, il y a un usage résidentiel et un usage autre, par exemple un logement, un salon de coiffure, une profession ou une activité assimilable à une profession, comme celle de

massothérapeute ou une activité assimilable à un service, comme celle d'une garderie la valeur de l'unité résidentielle est multipliée par le facteur 1,5.

Article 9. Compensation pour le service de collecte, de transport et de disposition des déchets domestiques et des matières compostables et de la récupération.

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des déchets domestiques, des matières compostables, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par **170 \$**.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	1
Unité commerciale	1,5
Unité agricole	1,5
Unité agricole enregistrée	1,5
Unité industrielle	1,5
Unité institutionnelle	1,5
Chalet	, 5
Camp forestier	, 5

Article 10. Règle d'interprétation aux fins de l'article 10

Aux fins interpréter l'article 10

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, comme une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.
- Lorsqu'une unité d'évaluation comprenant une unité agricole enregistrée ou une unité agricole comporte plus d'un bac à déchets, d'un bac pour les plastiques agricoles, un conteneur pour les plastiques agricoles est additionné à la valeur de l'unité en cause, une valeur calculée en tenant compte du nombre de bacs additionnels.

Article 11. COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ENLÈVEMENT ET DE TRANSPORT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE (BAC BLEU)

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par le service d'enlèvement et de transport de la collecte sélective de la Municipalité, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant le nombre de bacs à collecte sélective fournis par la Municipalité pour l'immeuble en cause et en multipliant la somme ainsi obtenue par 41 \$.

Article 12. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES PLASTIQUES AGRICOLES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles, dispensé par la MRC de Coaticook, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par la MRC de Coaticook, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble:

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de collecte, de transport et de disposition des plastiques agricoles dispensé par le biais de la MRC de Coaticook, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble dont tout ou partie de l'immeuble est desservi ou est susceptible d'être desservi par ce service de collecte des plastiques agricoles, une compensation à l'égard de chaque immeuble d'exploitation agricole enregistrée admissible au crédit du MAPAQ.

Le montant de ladite compensation est fixé à 440.50 \$ pour l'année 2026.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité agricole	1
Unité agricole enregistrée	1

Article 13. COMPENSATION POUR LE RECHARGEMENT DU RÉSEAU ROUTIER EN GRAVIER

Pour pourvoir aux dépenses relatives au rechargement du réseau routier en gravier appartenant à la municipalité, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'unité d'évaluation, une compensation à l'égard de chaque immeuble dont il est le propriétaire.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé en additionnant les valeurs attribuées à une unité et en multipliant la somme ainsi obtenue par 100,00 \$.

La valeur attribuée à une unité est en fonction des catégories suivantes :

Type d'unité	Valeur attribuée à une unité
Unité résidentielle	, 85
Unité commerciale	, 85
Unité agricole	, 85
Unité agricole enregistrée (MAPAQ)	335
Unité forestière	, 85
Unité industrielle	, 85
Unité institutionnelle	, 85
Terrain vacant d'une valeur de moins de 5 000 \$, 30
Terrain vacant d'une valeur de 5 000 \$ et plus	, 85

RÈGLE D'INTERPRÉTATION AUX FINS DE L'ARTICLE 13

Aux fins d'interpréter l'article 13, les règles suivantes s'appliquent :

- Lorsqu'une unité d'évaluation comporte une unité résidentielle et une unité agricole, ou, une unité résidentielle et une unité agricole enregistrée, l'unité d'évaluation est constituée d'autant de locaux qu'il y a d'usages distincts. Une valeur est attribuée à chaque local en fonction de son usage et le total des

valeurs sert à calculer la compensation payable pour l'unité d'évaluation en cause.

- Sous réserve du paragraphe précédent, lorsqu'une unité d'évaluation comporte plus d'un usage, le total des valeurs attribuées à l'unité d'évaluation correspond à, 83.

Article 14. VIDANGE DE FOSSES SEPTIQUES

Pour pourvoir aux dépenses relatives au service de vidange des fosses septiques dispensée par la MRC, il est, par le présent règlement, exigé et il sera prélevé pour l'année 2026, de chaque propriétaire d'immeuble muni d'une fosse septique, une compensation à l'égard de chaque tel immeuble.

Le montant de la compensation de base pour l'année 2026 est déterminé de la façon suivante :

- **120.00 \$** pour une résidence permanente — vidange des boues seulement
- **74.00 \$** pour un chalet — vidange des boues seulement

Article 14 BACS SUPPLÉMENTAIRES

La municipalité fournit gratuitement un bac brun, et noir pour chaque unité d'évaluation. Celui-ci demeure la propriété de la municipalité.

Sur demande, la municipalité fournit gratuitement un 2^e bac brun.

Sur demande, la municipalité fournit un 2^e bac noir. Le prix de ce 2^e bac est fixé à 130.00 \$, taxes applicables en sus, payable dans les 30 jours de la livraison.

ARTICLE 15 LICENCE POUR LA SPA (SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX) R. 376-2023 ARTICLE 3.2.3

Le gardien d'un animal dans les limites de la municipalité, doit avant le 15 février de chaque année, obtenir une licence pour ces animaux, et payer à l'organisme le montant déterminé à la signature de l'entente, soit la SPA de l'Estrie, à défaut de quoi il commet une infraction et s'expose à une amende de 75\$.

Toutefois, la licence n'est pas obligatoire pour le gardien d'un chat.

Se référer au règlement 376-2023 au chapitre trois.

Article 16 REMBOURSEMENT

Le conseil décrète qu'à compter de la mise en vigueur du présent règlement, lorsqu'un montant est dû à un contribuable pour des sommes payées en trop ou en raison de facturation complémentaire effectuée en cours d'année ou pour toutes autres raisons, les situations suivantes s'appliquent :

- Pour un solde supérieur à 100 \$: le montant excédentaire sera retourné à l'expéditeur dans les meilleurs délais.
- Pour un solde inférieur à 100 \$: le montant sera conservé et appliqué au crédit sur le compte de l'immeuble. Ce crédit pourra être appliqué au paiement en tout ou en partie d'une prochaine facturation, sauf si une demande écrite est transmise à la municipalité réclamant ce montant.

Article 17 ENTENTE DE PAIEMENT

Le conseil autorise la directrice générale et/ou la greffière-trésorière adjointe à prendre avec des contribuables des ententes de paiements dans les cas où ceux-ci sont en défaut de payer leurs taxes selon les échéances prévues et souhaitent se soustraire à la procédure de vente pour taxes.

Les ententes ainsi conclues devront être consignées par écrit et signées par le requérant et devront avoir pour finalité de permettre le paiement selon une échéance raisonnable. Ces ententes ne doivent d'aucune façon restreindre le droit de la municipalité d'utiliser la procédure de vente pour taxes des immeubles visés, à terme.

Évidemment, ces ententes ne pourront en aucun cas réduire les sommes dues en capital, intérêts et frais par un contribuable en défaut.

Enfin, il est entendu que si le requérant d'une telle entente ne respecte pas tout ou partie de celle-ci, elle deviendra caduque et aucune autre entente ne pourra être conclue avec le requérant en défaut.

Article 18 NOMBRE ET DATE DE VERSEMENTS

Le conseil municipal décrète que le taux de la taxe foncière générale et différents tarifs prévus au présent règlement sont payable en 5 versements égaux, le premier étant dû le **23 février**, le second le **9 avril**, le troisième le **28 mai**, le quatrième le **16 juillet** et le cinquième le **27 août 2026**. Pour bénéficier de ce droit, le débiteur doit recevoir un compte de taxes total excédant 300 \$ (taxe foncière et tarifs pour l'année 2026) pour chaque unité d'évaluation.

Article 19 TARIF ET COMPENSATION ASSIMILÉS À UNE TAXE FONCIÈRE

Tout tarif et toute compensation imposée en vertu des articles 5 à 14 sont payés par le propriétaire d'immeuble en raison duquel ils sont dus et sont alors assimilés à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel ils sont dus.

Article 20 TAUX D'INTÉRÊT ET FRAIS DIVERS

- Le conseil décrète que lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible et porte intérêt à un taux de quatorze pour cent (14%) par année.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 45,00 \$ seront dorénavant exigés de l'émetteur de tout chèque ou autre ordre de paiement, à chaque fois que le paiement est refusé par l'institution financière à partir de laquelle le chèque ou l'ordre de paiement a été traité. De plus, le conseil décrète que toute somme payée par la municipalité pour recouvrer un montant dû sera ajoutée au compte en défaut de devienne due et exigible immédiatement de la même manière que les sommes dues.
- Le conseil décrète que des frais de 17,00 \$ par unité d'évaluation, sont dorénavant imposés à toute personne, organisme ou autre organisation qui demande l'émission d'un document établissant l'état des taxes dues ou un état de la valeur foncière.
- Le conseil décrète que des frais d'administration de 0,10 \$ la page seront dorénavant exigés pour le service de photocopie à un organisme sans but lucratif.
- D'appliquer le règlement sur les frais exigibles de la *Loi sur l'accès aux documents et renseignements personnels* de la section II (documents détenus par les organismes municipaux) en vigueur le 1^{er} avril 2018.

Article 21 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2025 12 228 7. ADOPTION DU PROGRAMME D'IMMOBILISATION POUR 2026

CONSIDÉRANT que le conseil municipal pour 2026 investira un montant de 2 648 715 \$ dans le programme des immobilisations ;

IL EST PROPOSÉ par madame la conseillère Carol-Anne Côté ;
APPUYÉ par madame la conseillère Nicole Isabelle ;
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents :

QUE le conseil municipal adopte le *Programme des dépenses en immobilisations* pour les années 2026 – 2027 – 2028

Projets	2026	2027	2028	Financement
Recherche d'eau et qualité de l'eau	25 000 \$			TECQ / PRIMEAU - à confirmer
Réfection de l'accès au bâtiment	25 000 \$	50 000 \$		TECQ / PRIMEAU - à confirmer
Voirie	98 715 \$	91 375 \$	91 375 \$	Taxes de gravier Budget courant
Chemin du PIIRL - Moe's River / Favreau	2 500 000 \$			PAVL - Règlement d'emprunt
Réfection Centre com.		75 000 \$	75 000 \$	TECQ / Budget
	2 648 715 \$	216 375 \$	166 375 \$	

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

2025 12 229 8. LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE

L'ordre du jour étant épuisé.

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Réjean Masson ;
APPUYÉ par madame la conseillère Lyssa Paquette ;

De procéder à la levée de la séance, il est 19h15

VOTE POUR : 5 CONTRE : 0 ADOPTÉ

<p>Bernard Marion, maire Je, Bernard Marion, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.</p>	<p>Brigitte Desruisseaux Directrice générale et secrétaire-trésorière</p>
--	--